

Diplôme	Licence	
Mention	Mention Droit	
Numéro d'accréditation	20140754	
Etablissements co-accrédités	<input type="checkbox"/> Université Claude Bernard Lyon 1 <input type="checkbox"/> Université Lumière Lyon 2 <input type="checkbox"/> Université Jean Moulin Lyon 3 <input type="checkbox"/> Université Jean Monnet <input type="checkbox"/> Ecole Normale Supérieure de Lyon <input type="checkbox"/> Ecole Centrale de Lyon <input type="checkbox"/> INSA Lyon <input type="checkbox"/> Vetagro Sup <input type="checkbox"/> ENTPE	<input type="checkbox"/> ENSSIB <input type="checkbox"/> ENSAL <input type="checkbox"/> ENSASE <input type="checkbox"/> Institut Mines Telecom <input type="checkbox"/> Université Savoie Mont Blanc <input type="checkbox"/> IOGS Paris-Saclay
Schéma des parcours	Licence droit – droit privé Licence droit – droit privé et histoire de l'art et archéologie Licence droit – droit public Licence droit – droit public et sciences politique Double licence droit - économie et gestion Licence Droit – PITES Licence Droit – Cambodge Partenariats ICLY : Licence droit – droit privé Europe et International Licence droit – droit public Europe et International	

Objectifs et finalité de la formation (secteurs d'activité et métiers visés)
<p>La formation est destinée aux étudiants souhaitant embrasser une carrière juridique et/ou politique. Elle prépare aux métiers de la justice (médiateur, avocat, greffier, magistrat, commissaire de justice), à celui de juriste d'entreprise ou encore aux métiers de l'administration (inspection du travail, inspection de la DGCCRF, etc.) Elle offre aux diplômé.e.s les prérequis indispensables à l'entrée en master ou à la préparation des concours accessibles au niveau licence tant sur le plan de la méthodologie que sur le plan des disciplines fondamentales.</p> <p>Sur le plan de la méthodologie, et tout au long de leur cursus, les étudiants bénéficient d'un accompagnement méthodologique à visée pratique (méthodologie des exercices juridiques, rédaction juridique, préparation aux concours, préprofessionnalisation, etc).</p> <p>Sur le plan des disciplines fondamentales, l'étudiant diplômé a suivi les matières cardinales du droit (droit civil, droit pénal, droit des affaires, droit social etc.) lui offrant l'ossature de tout bon juriste. L'étudiant diplômé dispose par ailleurs, en troisième année, d'un jeu d'options lui permettant d'affiner (introduction au droit du sport, au droit des affaires, au droit de la propriété intellectuelle) son projet professionnel et de préparer son entrée en master.</p> <p>L'étudiant peut également s'ouvrir à l'interdisciplinarité. Il peut opter pour un parcours sélectif diplômant dès le S2 de la L1, à savoir les licences bi disciplinaires droit – sciences politiques et droit - histoire de l'art ou la double licence droit - économie et gestion. Cette ouverture vers les autres disciplines est également offerte aux étudiants du parcours classique de droit que ce soit au niveau de la composante avec des enseignements comme l'histoire du droit, la sociologie du droit, la philosophie du droit, le droit des médias) ou au niveau de l'établissement avec plus d'une centaine d'enseignements d'ouverture proposés par l'ensemble des composantes de l'université (psychologie, langues, sports, tourisme, développement durable, etc.).</p> <p>Sur le rapport à l'international, l'étudiant bénéficie dès la L2 d'un enseignement d'anglais de spécialité, peut étudier une langue supplémentaire, s'inscrire au programme d'excellence minerve et envisager une mobilité dans le cadre des partenariats facultaires et universitaires.</p>

Points forts ¹	Points faibles ¹
<ul style="list-style-type: none"> • Un taux de réussite très satisfaisant (v. Sur ce point : le classement de l'Étudiant: https://www.letudiant.fr/etudes/fac/reussite-en-licence-quels-sont-les-secrets-des-meilleures-universites.html) • Une offre de formation attractive exhaustive du point de vue des matières juridiques fondamentales et une ouverture vers l'interdisciplinarité appréciée • Un accompagnement méthodologique complet et continu • Un rapport de proximité avec le corps enseignant • Une prise en compte des publics étudiants aux besoins particuliers 	<ul style="list-style-type: none"> • Un manque de dimension internationale dans la formation • Une offre de formation parfois désordonnée et incomplète • Une évaluation (notes seuils) peu lisible pour les étudiants
Opportunités ¹	Menaces ¹
<p>Un grand nombre de bacheliers est attiré par notre mention qui est très attractive du point de vue de ses débouchés dans le bassin lyonnais.</p> <p>Notre formation prépare à des masters de notre composante en phase avec les besoins du secteur juridique (transports, assurances, Droit/SEG etc.)</p>	<p>La nécessité de repenser la maquette des enseignements à coût constant.</p> <p>Un recrutement d'enseignants statutaires trop faible pour répondre au besoin de dispenser des cours magistraux de qualité.</p> <p>La difficulté de faire valoir la particularité de la composante au sein de l'université (mise en place de coefficients, transmission du rang des étudiants, épreuves de CC particulières difficiles à mettre en place à cause des lenteurs et blocages au niveau de l'établissement)</p>

Inscription de la formation dans les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l'établissement

La formation est diplômante et offre aux étudiants les clés d'une réussite en masters. Concernant les priorités thématiques de l'établissement, la formation offre un cours de questions sociales et environnementales en L1 et de droit de l'environnement au niveau L3 particulièrement appréciés et l'université a mis en place des programmes qui peuvent être suivis dans le cadre des enseignements d'ouverture. De nombreuses conférences sont également animées par des enseignants-chercheurs de la faculté en lien avec l'inclusion des minorités. Du point de vue des orientations pédagogiques, plusieurs initiatives de l'établissement ont été reprises en composante et sont appréciées des étudiants (réorientation avec le jeu de majeures/mineures au S1, des UE consacrées à la méthodologie et à la préprofessionnalisation enrichissent la formation disciplinaire et l'instauration d'enseignements d'ouvertures qui permettent à nos étudiants de suivre des cours proposés par d'autres composantes (ex: développement durable, langues, psychologie, ressources humaines etc.). Par ailleurs, avec le soutien de l'établissement, les étudiants sont invités à donner une dimension pratique à leurs études (concours de plaidoiries, création d'une salle de plaidoirie fictive, concours de procédure civile etc.).

Quant aux partenariats, les programmes d'échanges avec l'Allemagne, le Brésil et le Cambodge sont d'excellents moyens de renforcer notre visibilité internationale. Les étudiants peuvent enfin s'inscrire au programme d'excellence Minerve (All., esp ou italien) qui offrent à leur profil une dimension internationale particulièrement appréciée.

Parcours des étudiants en amont et en aval de la formation

- **En amont**, baccalauréat toutes spécialités. Sont recommandés les baccalauréats généraux. Plus exceptionnellement, des reprises d'études ou des étudiants qui proviennent d'autres composantes sont acceptés.
- **En aval**,
- - pour la plupart des étudiants : intégration d'un master de droit, de SEG (étudiants de double licence droit économie, gestion) de sciences-politiques (étudiants de la licence bi-disciplinaire droit/histoire de l'art)
- - plus rarement, Préparation d'un concours accessible à niveau bac + 3 ou entrée dans la vie active sur des emplois d'assistants juridiques etc.
- Afin de se préparer dans les meilleures conditions aux concours (concours d'avocat, concours de la magistrature, concours de greffiers etc.), le niveau master 1 est généralement requis et en pratique nécessaire pour le succès de l'étudiant. Continuer en master est de toute évidence, et en toutes hypothèses, recommandé pour accroître la réussite professionnelle des étudiants.

¹ Pour rappel, 4 domaines : politique et caractérisation, organisation pédagogique, attractivité/performance et pertinence, pilotage et amélioration continue

Articulation et passerelles avec les formations voisines du même cycle et des cycles antérieur et/ou supérieur

Cliquez ou appuyez ici pour entrer texte.

Pendant cette accréditation, il existe une passerelle mise en place par l'établissement qui permet aux étudiants de choisir en L1, au premier semestre, une majeure et une mineure et puis avant la fin du premier semestre, de demander une bascule dans la mineure qui est portée par une autre composante. Par exemple, un étudiant peut choisir une majeure droit et une mineure sciences-politiques et demander après quelques mois à la faculté de basculer au second semestre en sciences-politiques. Cette initiative, excellente dans son principe, n'est pas sans poser de difficultés pratiques puisque les places pour le changement sont limitées aux capacités d'accueil des composantes et parce que la sélection ne peut pas s'opérer sur la base des résultats obtenus par les étudiants à la faculté (manque d'objectivité).

Par ailleurs, les étudiants peuvent toujours demander à changer de composante en cours de parcours sous réserve d'obtenir l'accord du responsable pédagogique.

Evolution des intitulés de la formation (accréditée et parcours diplômants) pendant la période de référence

Cliquez ou appuyez ici pour entrer texte.

Le cas échéant changement d'intitulé de la mention (en 2022), évolutions des parcours entre 2019 et 2024

Les mentions n'ont pas subi de modification d'intitulés durant cette accréditation.

Lors de l'accréditation précédente et compte tenu de la création des licences bidisciplinaires, les spécialités antérieures (droit de l'art, sciences-politiques) sont désormais intégrées dans le cadre de ces parcours sélectifs de licence.

Perspectives de restructuration envisagées pour le prochain contrat

Concernant la méthodologie, et compte tenu des résultats du conseil de perfectionnement et de l'enquête à destination des étudiants, il serait intéressant d'envisager des enseignements en mode intensif (méthodologie juridique) et de mieux organiser l'ordre des enseignements méthodologiques (demande d'une formation en recherche juridique dès la L1, d'une aide à la préparation des candidatures en master au tout début du S6 etc.).

Concernant les matières juridiques, il serait intéressant d'intégrer une dimension internationale à la demande des étudiants et de modifier le contenu de la maquette concernant le S6 de la L3 de droit privé avec des matières beaucoup trop tournées vers le droit de l'art, ce qui ne permet pas aux étudiant.e.s, dans le cadre de la préparation de leurs candidatures en M1, de poursuivre leurs efforts de spécialisation.

Concernant les modalités d'évaluation, il serait préférable d'instaurer des coefficients plutôt que des notes seuils afin que soit préservée la priorité donnée aux enseignements juridiques fondamentaux et que l'étudiant ne soit plus déçu d'être ajourné alors qu'il a obtenu la moyenne générale. Dans cette configuration simple et logique de coefficient, l'étudiant aura ou n'aura pas la moyenne et la qualité de notre formation juridique sera préservée.

De plus, il conviendrait d'améliorer encore la prise en charge des étudiants aux besoins particuliers (étudiants dispensés d'assiduité pour raisons professionnelles, familiales ou de santé, étudiants étrangers) afin qu'ils augmentent leurs chances de réussite et améliorent leurs compétences méthodologiques en leur offrant du contenu à distance et un rapport de proximité avec le personnel pédagogique. A ce titre, est envisagée la création d'une séance de travaux dirigés entièrement dispensée à distance et enregistrée, dans chaque cours magistral dispensé avec TD. Est également envisagée la mise en place de MOOC (dans la lignée du jeu méthodologique déjà créé à destination de tous les étudiants de la faculté) spécialement dédié à l'accompagnement méthodologique de ces étudiants.

Concernant les formations sélectives, la création d'une véritable double licence Droit et sciences politiques pour renforcer encore davantage l'attractivité de notre formation est envisagée.

Enfin, et sur le plan pédagogique, il serait intéressant d'instaurer des annales d'examens (projet en cours de réalisation et très demandé par les étudiants, cf. Enquête et données objectives), de fournir aux étudiants leurs rangs dans le cadre de leurs demandes de Master, de travailler à l'uniformisation des pratiques méthodologiques au sein du corps enseignant.